

HISTOIRE
DES PAYSANS

II

A 104
69

HISTOIRE
DES PAYSANS

DEPUIS LA FIN DU MOYEN AGE JUSQU'À NOS JOURS

1200 — 1850

PRÉCÉDÉE D'UNE INTRODUCTION

AN 50 AVANT J.-C. — 1200 APRÈS J.-C.

PAR

EUGÈNE BONNEMÈRE


TOME SECOND

PARIS

F. CHAMEROT, LIBRAIRE-ÉDITEUR

13, RUE DU JARDINET

1856

L'auteur et l'éditeur se réservent le droit de traduction.

HISTOIRE DES PAYSANS.

LIVRE QUATRIÈME.

XVII^e SIÈCLE.

CHAPITRE PREMIER.

Les coutumes au XVII^e siècle.

« Il n'est point vraisemblable que les peuples aient accordé volontairement à des seigneurs particuliers tant de droits contraires à la liberté publique, dont la plupart des coutumes font mention et dont plusieurs subsistent encore. »

FLEURY. *Hist. du droit français*, § XVI.

Le XVII^e siècle, rempli tout entier par les dix dernières, et les seules années heureuses de Henri IV, par le tout-puissant ministère de Richelieu, et par le règne quasi-séculaire et tant admiré de Louis XIV, est sans contredit le plus brillant que l'histoire de la royauté puisse offrir à nos regards. Acceptons-le donc comme type, et que ce soit lui qui nous édifie sur ces quatorze siècles de gloire et de prospérité que la France dut à la monarchie absolue, s'il faut en croire les adversaires de l'avenir, admirateurs peut-être trop passionnés d'un passé qui ne peut plus renaître.

Si, grâce au travail patient des siècles et à la marche persévérante de l'esprit humain, la législation a réussi souvent à modifier, *en droit*, d'une façon avantageuse la situation du paysan, *en fait*, elle reste identiquement la même; l'armée a remplacé les grandes compagnies, les hauts barons ont cédé la place aux gouverneurs de provinces, et ceux-ci vont la céder

tout à l'heure aux intendants, mais Jacques Bonhomme restera gros Jean comme devant ; ceux qui le volent et le pillent changent de nom et de titre, mais on lui prend tout, comme par le passé, on exige de lui de plus fortes redevances à mesure qu'il devient moins misérable, et les maîtres seuls sont plus riches au milieu de la misère éternelle et fatale des pauvres ahaniers.

« Le peuple, écrit en 1605 le commentateur de la coutume d'Anjou, le peuple est aujourd'hui si chargé et si opprimé, qu'il est prêt de tomber sous le pesant fardeau qui l'accable : il n'y a plus moyen qu'il se puisse relever d'une si grande pauvreté où il se voit réduit. Le malheur procède de ce qu'il n'y a que les pauvres qui paient la taille, et les riches en sont affranchis : au lieu que le menu peuple en devrait être déchargé. Mais c'est tout le contraire ; car les plus riches se déchargent sur les pauvres, et les grandes villes sur le plat pays.

» Or pour remédier à cet inconvénient et soulager les pauvres, il serait nécessaire que les tailles fussent réelles... » (Delommeau, liv. III, 48.)

Chacun le savait parfaitement : mais comme on compte avec les grandes villes, qui font peur, tandis que l'on n'a rien à craindre des campagnes ; comme la puissance est toujours aux mains de la noblesse et du clergé, de l'échevinage et de la magistrature, qui constituent la haute bourgeoisie des villes, les tailles deviennent de plus en plus personnelles, les villes étendent leurs privilèges, la bourgeoisie se sépare plus que jamais des campagnards, et voilà ce que, soixante ans après Delommeau, écrivait, au sujet de l'Anjou même, un homme bien informé, et qui tenait de trop près à la cour pour qu'on l'accuse d'assombrir le tableau :

« Tout le monde convient que les plus riches et les plus puissants s'exemptent ou font modérer leurs taux à la foule et oppression des plus pauvres. Le remède que l'on y a trouvé jusqu'à présent, c'est la taxe d'office, et il est *très bon* aussi,